

**PIMMS MEDIATION NIMES**  
**Siège social : Espace Diderot – 663 Rue Néper**  
**30900 NIMES**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
*Exercice clos au 31/12/2025*

Aux Adhérents,

## **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PIMMS MEDIATION NIMES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association PIMMS MEDIATION NIMES à la fin de cet exercice.

## **II. Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période 1<sup>er</sup> Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### ***Observation***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe aux comptes annuels intitulée « Règles et méthodes comptables », qui expose les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatifs à la modernisation des états financiers et sur la comptabilisation d'une provision pour risque dans le cadre d'un litige avec une salariée et sur la provision pour congés maladie sur les salariés sortis

## **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821.180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons qu'aucun élément significatif dans les comptes n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Aussi, les principes comptables retenus par l'entité ne donnent pas lieu à plusieurs interprétations ou options possibles, y compris dans leurs modalités d'application, pour ce qui concerne les éléments significatifs du bilan et du compte de résultat.

### **Première application du règlement ANC n° 2022-06**

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de première application du règlement ANC n° 2022-06, notamment :

- la correcte présentation des états financiers selon les nouveaux modèles applicables ;
- la pertinence des reclassements opérés, le cas échéant, dans la présentation comparative ;
- et le caractère approprié des informations fournies en annexe sur les incidences de ce changement de réglementation comptable.

#### **IV. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la présidente et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

SAS SAPIENTIA  
145 Allée Charles Babbage  
30000 NIMES  
SIRET : 83830222200016  
[contact@auditsapientia.fr](mailto:contact@auditsapientia.fr)

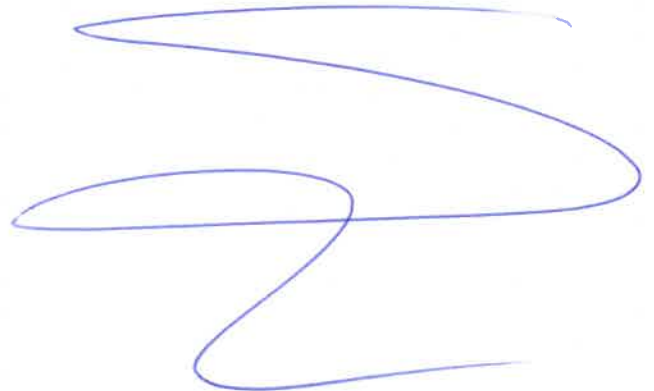
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NIMES, le 18 mai 2026

SAS SAPIENTIA

Représentée par

**STEPHAN MARTINUZZI,**



**BILAN ACTIF**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros  
- Avec comptes substitués

Edité le 04/05/2026

ACTIF		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
		Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement	(I)						
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>							
Immobilisations incorporelles							
. Frais de développement							
. Donations temporaires d'usufruit							
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires							
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes							
Immobilisations corporelles							
. Terrains							
. Constructions							
. Installations techniques, matériel & outillage industriels							
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Immobilisations financières							
. Participations							
. Créances rattachées à des participations							
. Autres titres immobilisés							
. Prêts							
. Autres immobilisations financières							
<b>TOTAL (II)</b>		<b>97 550</b>	<b>46 824</b>	<b>50 725</b>	7,08	<b>41 719</b>	5,03
<b>ACTIF CIRCULANT</b>							
Stocks et en-cours							
Créances							
. Créances clients, usagers et comptes rattachés							
. Créances reçues par legs ou donations							
. Autres créances							
Charges constatées d'avance							
Valeurs mobilières de placement							
Instruments financiers à terme et jetons détenus							
Disponibilités							
<b>TOTAL (III)</b>		<b>674 551</b>	<b>8 693</b>	<b>665 858</b>	92,92	<b>787 632</b>	94,97
Frais d'émission des emprunts (IV)							
Primes de remboursement des emprunts (V)							
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)							
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>		<b>772 101</b>	<b>55 517</b>	<b>716 583</b>	100,00	<b>829 351</b>	100,00

## BILAN PASSIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros  
- Avec comptes substitués

Edité le 04/05/2026

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	379 554	52,97	378 254	45,61
Excédent ou déficit de l'exercice	15 802	2,21	1 301	0,16
Situation nette (sous total)	395 356	55,17	379 554	45,77
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	42 555	5,94	37 705	4,65
Provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>437 911</b>	61,11	<b>417 260</b>	50,31
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>PROVISIONS</b>				
Provisions pour risques	13 140	1,83	13 140	1,58
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (III)</b>	<b>13 140</b>	1,83	<b>13 140</b>	1,58
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	287	0,04	133	0,02
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 201	1,42	28 012	3,38
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	66 670	9,30	59 010	7,12
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	188 374	26,29	311 797	37,60
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>265 532</b>	37,06	<b>398 951</b>	48,10
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>716 583</b>	100,00	<b>829 351</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>				



Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros  
- Avec comptes substitués

Edité le 04/05/2026

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>													
Cotisations													
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		-733		-0,09		3 669		0,53		-4 402		-119,97	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		728 258		98,57		571 651		82,30		156 607		27,40	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions		7 552		1,02		104 318		15,02		-96 766		-92,75	
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles													
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		0		0,00		4 971		0,72		-4 971		-100,00	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>		<b>735 077</b>		<b>99,49</b>		<b>684 610</b>		<b>98,56</b>		<b>50 467</b>		<b>7,37</b>	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		208 562		28,23		116 156		16,72		92 406		79,55	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		22 108		2,99		13 160		1,89		8 948		67,99	
Salaires et traitements		360 994		48,86		442 817		63,75		-81 823		-18,47	
Cotisations sociales		104 874		14,19		93 288		13,43		11 586		12,42	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		15 979		2,16		13 271		1,91		2 708		20,41	
Dotations aux provisions													
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles													
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		10 062		1,36		13 183		1,90		-3 121		-23,66	
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>		<b>722 578</b>		<b>97,80</b>		<b>691 875</b>		<b>99,60</b>		<b>30 703</b>			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>12 499</b>		<b>1,69</b>		<b>-7 265</b>		<b>-1,04</b>		<b>19 764</b>		<b>272,04</b>	
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>													
De participation		2 128		0,29		2 799		0,40		-671		-23,96	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé													
Autres intérêts et produits assimilés		1 621		0,22		2 868		0,41		-1 247		-43,47	
Reprises sur dépréciations et provisions													
Différences positives de change													
Produits des immobilisations financières cédées													
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie													
<b>Total des produits financiers (III)</b>		<b>3 749</b>		<b>0,51</b>		<b>5 666</b>		<b>0,82</b>		<b>-1 917</b>		<b>-33,82</b>	
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées													

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie						
<b>Total des charges financières (IV)</b>						
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>3 749</b>	0,51	<b>5 666</b>	0,82	<b>-1 917</b>	-33,82
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>16 249</b>	2,20	<b>-1 598</b>	-0,22	<b>17 847</b>	N/S
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>						
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>			<b>4 359</b>	0,63	<b>-4 359</b>	-100,00
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>						
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>			<b>712</b>	0,10	<b>-712</b>	-100,00
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>			<b>3 647</b>	0,53	<b>-3 647</b>	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	447	0,06	748	0,11	-301	-40,23
Total des produits (I + III + V)	738 827	100,00	694 635	100,00	44 192	6,36
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	723 025	97,86	693 335	99,81	29 690	4,28
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>15 802</b>	2,14	<b>1 301</b>	0,19	<b>14 501</b>	N/S
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
<b>TOTAL</b>						
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
<b>TOTAL</b>						



**Préambule**

- Description de l'objet social de l'entité
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées
- Description des moyens mis en oeuvre

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 716 583,28 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 15 801,93 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 30/03/2026 par les dirigeants.

**1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice**

Règlement ANC 2022-06 :

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, et complété des mises à jour en vigueur actuellement, et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- > continuité de l'exploitation
- > permanence des méthodes comptables, à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06
- > indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

**\* Première application du règlement ANC n° 2022-06**

L'exercice clos le 31/12/2025 constitue le premier exercice d'application obligatoire du règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, homologué par arrêté du 26 décembre 2023, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du PCG.

Dans ce cadre, l'entité a cessé d'utiliser la technique des transferts de charges (comptes 79), supprimée par le nouveau texte. Les opérations antérieurement comptabilisées en comptes 79 sont désormais présentées selon leur nature économique :

- " en comptes 708 / 7084 pour les mises à disposition facturées ;
- " en compte 741 (ou autres subdivisions de 74) pour les subventions d'exploitation ;
- " en compte 649 pour les remboursements reçus directement en compensation de charges de personnel ;
- " en comptes 758, 7587 ou autres comptes appropriés lorsqu'il s'agit d'indemnités ou d'autres produits ;
- " ou par reclassement direct en charges ou en bilan lorsqu'il s'agit d'un reclassement strict sans compensation produit/charge.

L'impact de cette première application concerne principalement la présentation du compte de résultat.

L'impact chiffré sur les principaux postes est détaillée plus loin dans l'annexe.

**\* Litige avec 1 salarié (CDD de remplacement) depuis 2021 :**

Règlement partiel du litige sur l'exercice pour un cout global de 27 974 euros

Ajustement de la provision de 17 000 Euros en 2022 pour risque à hauteur de 13 140 euros depuis 2022, procédure toujours en cours auprès du tribunal de Prud'hommes :

- Le tribunal de Prud'hommes a débouté le salarié le 13 décembre 2024
- Le salarié a interjeté appel le 13 janvier 2025

**\*Provision congés sur maladie - Salariés sortis :**

La nouvelle réglementation sur les droits à congés issu du droit européen concernant les droits à congés à garantir pendant les périodes de maladie non professionnelle aura des incidences probables sur les comptes de l'association. Cependant à l'heure actuelle, il n'est pas possible de les

**1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)**

quantifier ni de les identifier avec suffisamment de certitude (cf. faiblesse des archives sociales à disposition) et aucune demande n'a encore été formulée par aucun salarié.

Nous n'avons pas identifié d'autre fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe des comptes annuels.

**2 - Principes, règles et méthodes comptables****2.1 - Méthode générale**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

**2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)****2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

**2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

**2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)****2.2.3 - Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**2.2.4 - Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

**2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation**

Impact du changement de réglementation comptable ANC n°2022-06, sur la présentation du compte de résultat :

Ce changement affecte principalement la présentation du compte de résultat, sans modifier, dans son principe, la performance économique de l'entité.

Les principaux reclassements opérés sont les suivants :

Nature des flux	Ancien traitement (79*)	Nouveau traitement	Montant 2025
Remb. charges de pers.	791100 INDIVIDU NOE/CUI	649100 INDI NOE/CUI	19 720,21 Euros
	791110 REMB ASP AR	649110 REMB ASP AR.	58 141,62 Euros
	791110 REMB S. CIVIQUE	649110 REMB S. CIV.	1 496,67 Euros
	791110 AIDE EMBAUCHE	649110 AIDE EMBAUCHE	3 500,00 Euros

Reclassements autres : Produits Exceptionnels :

Subvention virée au résultat :777000	747000	5 150,22 Euros
--------------------------------------	--------	----------------

## 3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

## 3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	71 116	16 125		87 241
Immobilisations financières	10 141	168		10 309
<b>TOTAL</b>	<b>81 257</b>	<b>16 292</b>		<b>97 550</b>

## 3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL I</b>				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	828			828
Matériel de transport	15 870			21 438
Matériel de bureau et informatique	22 840			24 559
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>39 538</b>			<b>46 824</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>39 538</b>			<b>46 824</b>

## 3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers			
Autres créances	285 299	285 299	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>2 572</b>	<b>2 572</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>287 871</b>	<b>287 871</b>	



**ANNEXE ASSOCIATION**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentée en Euro  
- Avec comptes substitués**3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)****3.4 - Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	279 420
Autres produits à recevoir	5 200
<b>TOTAL</b>	<b>284 620</b>

## 4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

## 4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	378 254				379 554
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	1 301				15 802
Dont générosité du public					
Situation nette	379 554				395 356
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	37 705				42 555
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	417 260				437 911
TOTAL dont générosité du public					

## 4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

## 4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	13 140			13 140
<b>TOTAL II</b>	13 140			13 140
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	13 140			13 140
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		8 693	7 552	
- financières				
- exceptionnelles				

## 4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	287	287		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	10 201	10 201		
Dettes fiscales & sociales	66 670	66 670		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	188 374	188 374		
<b>TOTAL</b>	265 532	265 532		

## 4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

## 4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	287
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	404
Dettes fiscales & sociales	39 059
Autres dettes	
TOTAL	39 750

**6 - Autres informations****6.1 - Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non Cadres	10	
TOTAL	12	0

**6.2 - Honoraires du commissaire au comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4008 E.